

Les agriculteurs palestiniens sont le dernier bastion de la résistance (al-shabaka)

24 août 2014



Vivien Sansour, Alaa Tartir

Fayez Taneeb, agriculteur palestinien de Tulkarem en Cisjordanie, prisonnier sur sa terre entre le mur et les usines de pesticides de l'occupant, il résiste par son acharnement à cultiver ses terres dans des situations extrêmement difficiles : terres spoliées, destruction des cultures par les colons, restrictions d'accès aux champs... (Ism-France)

Comme beaucoup d'agriculteurs dans le monde, les agriculteurs palestiniens sont victimes d'une approche néolibérale — hiérarchisée du haut vers le bas — qui tente de les déposséder de leur terres et semences au service des banques, des multinationales et des géants de l'agrobizness. L'instrument de cette approche a été la création par l'Autorité Palestinienne (AP) de zones industrielles qui vont ancrer la dépendance des Palestiniens vis-à-vis d'Israël et soutenir le cadre économique nuisible actuel.

Dans ce dossier politique, l'auteure invitée Vivien Sansour et le directeur du programme Al-Shabaka Alaa Tartir donnent la parole à un certain nombre d'agriculteurs qui essaient actuellement de résister à ces défis. Ils ont travaillé en particulier avec des agriculteurs de Jénine et de Jéricho, où deux zones industrielles sont en construction, et ils proposent des mesures pour aider les agriculteurs à se réapproprier leur souveraineté et à rester sur leurs terres. (1)

Les Zones Industrielles Palestiniennes : la nouvelle menace

« Un jour nous nous sommes éveillés à l'annonce du gouverneur de Jénine que nous devons enlever nos cultures de la terre. Si nous ne le faisons pas volontairement, eux allaient le faire pour nous. J'avais du blé à ce moment-là. Je suis descendu et je l'ai moissonné afin qu'il ne soit pas détruit. »(2)

Ainsi parle Mahmoud Abufarha, l'un des nombreux agriculteurs du village de Al-Jalameh dans le district de Jénine, dans le nord de la Cisjordanie occupée, qui lutte pour rester sur sa terre. Aujourd'hui, des agriculteurs comme Abufarha sont non seulement menacés par l'implacable politique israélienne de confiscation de terres, mais de plus en plus ils sont confrontés à des confiscations de terres par l'AP elle-même. Elle veut y construire des zones industrielles qui, prétend-elle, vont aider les agriculteurs et créer des emplois. Mais beaucoup d'agriculteurs craignent que ces zones ne soient uniquement destinées à faire d'eux des travailleurs prolétarisés plutôt que des fermiers productifs et à les priver délibérément de leur source de pouvoir la plus précieuse - la terre - tout en prétendant les aider.

Les efforts pour réduire le pouvoir des agriculteurs palestiniens ne sont pas nouveaux. En réalité, de multiples tentatives et politiques agressives pour éliminer pratiquement les agriculteurs palestiniens sont en cours depuis le début de l'état d'Israël en 1948, lorsque ces efforts pour « moderniser » les fermiers commencèrent à introduire

de nouvelles méthodes et de nouvelles semences, qui réduisaient leur indépendance et donnaient la priorité à la quantité sur la qualité, afin de pourvoir aux besoins du nouveau projet sioniste.

Tandis qu'Israël faisait son auto-promotion partout dans le monde comme le pays qui avait « fait fleurir le désert », les agriculteurs palestiniens étaient manipulés et instrumentalisés pour des expériences qui leur ont coûté de nombreuses souches de leurs semences indigènes ainsi que de grands pans de leurs terres productives. Après qu'Israël eut occupé les territoires palestiniens en 1967, il appliqua beaucoup de ces méthodes à la Cisjordanie. Depuis sa création en 1993, l'AP a poursuivi ce processus au lieu de l'inverser, abandonnant des agriculteurs palestiniens qui sont aujourd'hui dans une situation terrible.

Avec la tendance mondiale à industrialiser les terres agricoles, les agriculteurs de Palestine ne sont pas un cas unique : partout dans le monde, les producteurs subissent des tentatives pour réduire leur autonomie en matière de production de nourriture et pour accroître leur dépendance vis-à-vis des banques, des multinationales et des géants de l'agrobizness. Que ce soit à Haïti, au Honduras, en Inde ou en Palestine, l'agriculture paysanne à échelle familiale représente la dernière frontière de résistance contre un système politique mondial actionné par le capital, qui dilue les identités des gens et les prive de leur souveraineté alimentaire dans le but d'assurer à une oligarchie la domination politique et économique sur les ressources tant humaines que naturelles.

Pour Abufarha comme pour beaucoup d'agriculteurs, l'agriculture n'est pas seulement une source de revenus, c'est l'exemple vivant d'une relation intime avec la terre, et elle est profondément imbriquée avec l'identité, les croyances et les valeurs. Dans le cas de la Palestine, elle est aussi le moteur qui anime les luttes paysannes pour l'autodétermination face à la colonisation israélienne de leurs terres.

Ce secteur, longtemps négligé et souvent saboté par les dirigeants palestiniens, les institutions internationales et Israël, se voit confronté à une nouvelle menace : la création de zones industrielles palestiniennes, subventionnées au niveau régional ou international. Ces zones contribuent à priver l'économie palestinienne de son potentiel de transformation ; elles étendent la domination territoriale israélienne dans les Territoires Palestiniens occupés (TPO) ; elles augmentent la dépendance des Palestiniens vis-à-vis d'Israël sur le marché des biens et de l'emploi ; et elles supplantent la petite agriculture familiale, qui est une force de soutien du peuple palestinien depuis des générations. Mais l'AP, son secteur privé captif et ses sponsors internationaux sont d'un autre avis : pour eux, les zones industrielles sont un pilier de l'effort de construction d'un état qui va renforcer l'économie palestinienne et réussir un développement durable.

L'agriculture sous une occupation et un néolibéralisme invasif

Les agriculteurs palestiniens affrontent aussi d'autres contraintes. Depuis 1967, par exemple, Israël a noyé le secteur agricole sous les pesticides, herbicides, insecticides et fertilisants chimiques. Dans la même veine, il a défendu un système de monocultures qui a laissé les paysans plus vulnérables devant des intermédiaires qui dictent les prix et imposent les variétés culturales. Il a également poussé le secteur agricole vers des cultures très exigeantes en temps de travail, comme les fraises, les cornichons ou les tomates, qui sont produites en serre à grand renfort de pesticides, moyennant des forces de travail faiblement rémunérées. (3)

Par ailleurs, le Ministère palestinien de l'Agriculture n'a jamais été capable de protéger les agriculteurs d'un déversement de produits de l'agrobizness en provenance de colonies juives, qui inondent les marchés locaux de Palestine.

La prohibition officielle des denrées coloniales n'a pas été introduite avant 2010, mais souvent elle n'est pas appliquée et les produits continuent d'arriver des fermes israéliennes industrielles, même quand les produits saisonniers locaux sont disponibles.

En juin dernier encore, le Ministre de l'Agriculture de l'AP, qui avait d'abord encouragé les agriculteurs à produire des pastèques en promettant promotion et protection des cultures, a été obligé d'autoriser sur le marché palestinien des arrivages massifs de pastèques produites à moindre coût en Israël – des arrivages sous la protection de l'armée israélienne. A présent ce genre de chose se produit tous les jours, conséquence de l'asymétrie entre Palestiniens et Israéliens, et entraîne des pertes économiques importantes pour les producteurs palestiniens.

Comme beaucoup l'ont relevé, les fonds dévolus au secteur agricole n'ont pas franchi la barre du 1 % du budget annuel total de l'AP. En même temps le secteur agricole ne comptait que pour 1,4 % de l'aide internationale totale entre 1994 et 2000, et aujourd'hui ce chiffre est tombé à 0,7 %. Pour 2012, l'agriculture n'a fait que 5,9 % du PIB palestinien alors qu'elle représentait 13,3 % en 1994. Et tout cela malgré les rapports du Programme Alimentaire Mondial (PAM) selon lesquels 50 % des ménages palestiniens souffrent actuellement de l'insécurité alimentaire.

La dernière session des pourparlers de « paix » parrainés par les USA entre l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP)/AP et Israël indique que de futures abominations attendent le paysan palestinien. En mai 2013, le Secrétaire d'État John Kerry a promu l'Initiative Economique Palestinienne (PEI) au Forum Economique Mondial en Jordanie, promettant « un nouveau modèle de développement » qui réunirait 4 milliards de dollars d'investissements internationaux et en retour, accroîtrait le PIB palestinien de quelque 50 % en trois ans, réduirait le chômage et ferait augmenter les salaires. (Quelques mois plus tard le chiffre de 4 milliards de dollars était ajusté à 11 milliards de dollars).

Des fuites précoces de la PEI ont suscité des vagues de critiques de la part de l'approche du développement néolibérale traditionnelle à hiérarchie descendante, celle qui est vénérée dans les institutions financières internationales. En fait, tout ceci ne diffère guère du modèle économique raté que les décideurs internationaux ont imposé aux palestiniens depuis le début du processus d'Oslo, lequel propose des solutions économiques pour des problèmes politiques.

Dans la PEI, l'agriculture est un des huit « secteurs clés » choisis pour le développement, principalement via les nouvelles « zones économiques spéciales » (SEZ) palestiniennes, c'est-à-dire des zones industrielles censées relancer l'économie et le secteur agricole en particulier via des investissements de l'agrobizness et des profits plus importants. Déjà, deux parcs industriels sont en construction à Jénine et à Jéricho. Ils ont obtenu des fonds internationaux et sont contrôlés par une institution affiliée à l'AP, Palestinian Industrial Estates et par la Free Zone Authority (PIEFZA). (4)

Cependant, malgré les allégations que ces zones industrielles constituent un projet national palestinien, des publications ont alerté sur les bénéfices qu'en tireront les entreprises israéliennes, en particulier des compagnies basées dans des colonies juives en Cisjordanie, illégales en droit international – tout en démembrant les familles paysannes et les bandes de terre les plus fertiles des TPO. Les critiques ont décrit ces zones comme des « prisons économiques », rendant les Palestiniens encore plus asservis à Israël, vu que l'AP doit compter sur la bonne volonté de l'occupant pour l'accès, la mobilité et le transfert des revenus des taxes.

En outre, concentrer l'activité dans ces zones sape la propriété foncière des Palestiniens en les enlevant à leurs terres pour les faire travailler dans des zones spécifiques, en général près des centres urbains, sans parler de la rupture de relations entre le consommateur et le producteur local. Cela entraînera inévitablement un transfert de population et une urbanisation forcée des communautés rurales à long terme. Les conséquences seront des préjudices graves pour la souveraineté et le développement durable palestiniens, sans parler des dégâts environnementaux qu'on peut prévoir de la production de déchets industriels, tant dans les zones agricoles que résidentielles.

Pour défendre sa collaboration avec Israël, l'AP a fait beaucoup d'efforts pour promouvoir les zones industrielles comme si elles étaient des projets de développement anodins. En juillet 2013, le Premier Ministre intérimaire Rami Hamdallah posait devant les caméras sur le site de la Zone Industrielle de Jénine et déclarait que la zone créerait plus de 15.000 emplois. Ce même mois, le Ministre palestinien du Plan rencontrait des ministres japonais, jordaniens et israéliens pour discuter du développement du Parc Industriel agricole de Jéricho (JAIP), une zone décrite comme un projet pilote de « l'Initiative du corridor pour la paix et la prospérité » que le Japon a proposée dans l'objectif d'une coopération régionale. (5)



Un agriculteur palestinien récolte ses figes de Barbarie dans son champ à Arabouneh près de Jénine en Cisjordanie, le 18 juillet 2011 - AP Photo/Mohammed Ballas

A qui profite le système ? Pas aux agriculteurs de Jénine !

Toutefois les agriculteurs palestiniens doutent qu'ils profiteront de ces zones industrielles. Naturellement, les plus fortes tensions existent avec les petits fermiers qui n'ont pas été consultés et voient dans ces zones une menace existentielle. En fait, beaucoup de petites exploitations ont déjà été abandonnées parce qu'elles ne peuvent concurrencer les produits de l'agrobizness venant d'Israël et de ses colonies illégales. Les zones industrielles ne feront qu'aggraver le problème.

La Zone Industrielle de Jénine, connue aussi sous le nom du village d'Al-Jalameh, est issue du processus d'Oslo et elle était prévue pour la fin des années '90 avec le soutien de la Banque Allemande de Développement (KfW). En 2000, l'AP expropria 933 dunams (93 ha) au total pour « usage public » et les transféra à la PIEFZA. Mais après la Deuxième Intifada qui commença en 2000, le projet fut gelé. C'est seulement en 2007 que PIEFZA l'a ranimé accordant la concession à un partenaire turc, OBB-BIS Industrial Parks Development and Management Company, pour gérer le parc pendant 49 ans. Le fait le plus alarmant à propos de la ZIJ c'est qu'elle est construite sur un sol qui fait partie de la municipalité de la vallée de Jezraël (Marj ben Amer), la plaine [d'Esdraelon] la plus fertile de Palestine, et qui fait partie du Croissant Fertile. Historiquement, c'est le grenier à blé de la Palestine.

D'après les agriculteurs locaux, le terroir sur lequel la zone industrielle est maintenant construite a été appelée El-Roba'yat pendant des générations. Les habitants des villages voisins de Al-Jalameh et Burqin cultivent cette partie de la vallée de Jezraël et en tirent leur subsistance. Le paysage est multicolore selon la variété des cultures, comme l'épinard vert, les pousses de sésame ou le blé d'or. Beaucoup de gens dans les villages et les villes des environs achètent leurs légumes et leur fourrage sur ce site où les usines du parc industriel et la centrale électrique vont être construites et étendues.

Pour construire cette zone industrielle, l'AP a exproprié les producteurs de El-Roba'yat sous le prétexte du droit de préemption. Cette loi permet au gouvernement d'acheter des terres à des prix très bas censés compenser l'expropriation pour le « bien public ». Mais certains fermiers refusent de renoncer à leur moyens de subsistance pour la création d'une zone industrielle qui mettra fin à leur mode de vie et détruira leurs ressources naturelles et économiques. Une vingtaine d'agriculteurs ont récemment intenté une action en justice contre l'AP contestant l'allégation que le terroir servira au bien public.

Mahmoud Abufarha est l'un des agriculteurs qui se sont joints au combat légal pour tenter de sauver sa terre. Parcourant la vallée dans sa vieille Subaru il raconte comment sa famille a acquis cette terre : « Nous avons économisé sur notre pain quotidien pour pouvoir payer cette propriété. J'ai 59 ans et je cultive cette terre depuis

un demi-siècle. C'est ma vie ». Au bord des larmes, il contemple le site en construction où des barrières métalliques et des structures en béton sont en train d'être érigées à la place de ses champs d'orge et de blé.

Comme beaucoup de villageois, Abufarha croit que les décisions politiques et économiques qui sont prises ne respectent ni son héritage ni ses moyens de subsistance. « Les autorités disent que ce projet vise à servir le bien public. Moi je produis de la nourriture. N'est-ce pas davantage au bénéfice du public qu'une zone industrielle qui ne sert que de grosses usines ? On dirait que nos vies sont un gros gâteau et que l'AP, Israël et les donateurs veulent tous une part du gâteau sans prendre en considération ce qui va nous arriver. Il s'agit uniquement de profit, pas du bien public ».

Abufarha souligne qu'il y a d'autres moyens de déterminer la valeur de la terre. « Mille deux cents dunums [120 ha], cela nourrit plus de 20.000 personnes par an, mais maintenant nous devons attendre notre pain arrive d'autres régions. La terre c'est la vie. Sans nos terres nous n'avons pas de vie ».

Malgré les efforts concertés pour sauver la vallée de Marj Ben Amer de sa destruction annoncée, le tribunal a rejeté l'action intentée par les fermiers contre l'AP. En avril 2014, les agriculteurs se sont vu remettre des documents les forçant à accepter une compensation pour leurs terres, qu'ils avaient refusé de vendre. Les filiales de l'AP ont évalué les terres, et les prix ont été fixés sans aucune négociation avec les propriétaires fonciers. Selon Abufarha : « On m'a dit : que je veuille vendre ou pas n'a plus d'importance, la terre est à présent la propriété de la zone industrielle. J'ai aussi été avisé que l'argent serait déposé sur mon compte à titre de compensation, que je veuille le prendre ou pas ».

Khaled Mireh, chef du Conseil du village de Al-Jamaleh, explique que puisque les agriculteurs ont échoué à empêcher l'établissement de la zone, le conseil du village s'efforce de minimiser les dégâts autant que possible. La crainte de voir des déchets toxiques enfouis dans ce qui reste de leurs terres est leur principal souci. « Il est inexplicable qu'une zone industrielle soit construite sur des terres cultivées dans une zone peuplée. Tout ce projet a été imposé à notre communauté et maintenant nous devons en gérer les conséquences prévisibles, surtout celles qui touchent à l'environnement et à la santé publique ».

Désignant une colline rocheuse à l'horizon, Mireh ajoute : « Nous ne sommes pas contre le développement. Mais si nous avions voulu construire une zone industrielle, nous aurions choisi cette colline, qui est loin des habitats et qui est stérile ». A la question de savoir quelles alternatives il aurait suggérées s'il avait été consulté, il dit : « Je pense que la majorité des gens dans le village aurait salué un projet impliqué dans ce que nous avons déjà. Un projet qui amènerait de petites entreprises pour commercialiser les produits des fermiers ou mettrait en valeur les choses que nous faisons tout en veillant au bien-être des gens et à l'avenir de notre village ».

Sans hésitation, il affirme : « Nous avons en Palestine beaucoup d'alternatives qui existent déjà. S'ils étaient intéressés par la création d'emplois, ils auraient investi de manière à consolider les nombreuses coopératives de fermiers et de producteurs, ce qui aurait préservé la terre et l'environnement et aurait garanti la création d'emplois locaux pour des gens d'ici, servant non seulement à notre village mais à toute la Palestine » (exemple)



Un agriculteur du village de Qaryut inspecte ses oliviers vandalisés dans la nuit par des colons israéliens, le 9 octobre 2012. En 2013, les colons ont détruit plus de 4.000 oliviers en Cisjordanie occupée

De Jénine à Jéricho

Alors que la Zone Industrielle de Jénine en est toujours à ses débuts, l'infrastructure du Parc agro-industriel de Jéricho (JAIP) est presque achevée. Des amas de métal d'une des usines déjà opérationnelles jouxtent les panneaux solaires financés par l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) pour fournir une énergie verte au Parc. Subhi Hallaq, un ingénieur représentant la Compagnie d'électricité du District de Jérusalem note cependant que l'électricité générée par ces panneaux ne suffira pas, ce qui veut dire que de l'électricité complémentaire devra être amenée d'Israël et de Jordanie. Entre-temps, les habitants de Jéricho continuer à subir régulièrement des coupures de courant.

JICA a été critiquée pour avoir produit des études de faisabilité inadéquates et pour gérer le JAIP sans mécanismes de responsabilisation ni mesures de transparence. Mais la principale critique est que le succès du JAIP ne dépend pas seulement de la collaboration entre colonisateurs et colonisés, mais que le Parc lui-même se situe dans la fertile Vallée du Jourdain qu'Israël veut contrôler dans tout futur état palestinien. Vu le vif intérêt d'Israël pour cette zone, beaucoup de terres agricoles adjacentes sont contrôlées par des colonies juives, dont on peut penser qu'elles seront les premières bénéficiaires du Parc industriel, plutôt que les agriculteurs palestiniens.

Assis à l'angle de ce qui était naguère une ferme de maraîchage très productive, l'agronome et propriétaire de pépinière Abou Muhanad al-Fatyani explique comment les règles et les conditions du JAIP rendent impossible une participation des agriculteurs. « Certaines personnes affiliées à l'AP nous ont dit qu'elles pouvaient nous accorder des baux pour utiliser notre propriété au sein de la zone industrielle. Mais le bail proposé est de 30 \$ le mètre, ce qui veut dire 30.000\$ l'an par dunum. Il n'y a pas un seul agriculteur qui peut offrir autant. Même si les agriculteurs mettaient leur argent en commun pour ouvrir une usine, ce ne serait pas faisable. Seuls de gros investisseurs ont les moyens pour de tels contrats ».

Qui seront ces investisseurs, la question reste posée, de même que le genre d'usines qui seront basées dans cette zone. Cette ambiguïté exacerbe les préoccupations des petits fermiers de Jéricho tels que Abed Alqader. Il explique que les agriculteurs sont pleins d'appréhension "parce qu'ils ont de bonnes raisons de croire que ces zones industrielles ne sont pas conçues pour produire quoi que ce soit. Ou plutôt, elle serviront d'installations de conditionnement pour les produits de l'agrobizness des colonies. Si ces zones étaient destinées à nous aider, nous les agriculteurs palestiniens, pourquoi n'avons-nous pas été invités à aucune des discussions ? » Abed Alqader demande : « Nos fermes sont des exploitations familiales. Elles ne peuvent supporter des opérations industrielles aussi massives, et nous n'avons pas été approchés pour augmenter notre production ou pour acquérir de nouvelles compétences, alors, comment peuvent-ils dire que ceci est une zone agro-industrielle destinée à aider le fermier palestinien ? ».

A 1 km du JAIP s'étendent les champs de Nasser Ismaïl. En tant qu'agriculteur biologique, Ismaïl est fier d'utiliser de l'eau propre pour irriguer ses palmiers dattiers. Tout en entassant le fumier bio pour que ses fils le répartissent équitablement à chaque arbre, Ismaïl dit : « Nous sommes concurrencés par un flot de dattes des colonies, qui sont produites avec des eaux usées non retraitées et qui sont beaucoup moins chères ». Quand on lui dit que la zone industrielle voisine va ouvrir des installations de conditionnement de dattes et d'autres produits, il est choqué et dit : « Si cela est vrai alors c'est la fin pour nous. Ces installations de conditionnement ciblent une production de masse de cultures industrielles. Je suis un petit fermier ; Cela va me faire perdre mon exploitation ».

Plus que tout autre sans doute, Ismaïl sait ce que veut dire lutter pour maintenir la tête hors de l'eau. La signature des Accords d'Oslo et du Protocole Economique de Paris ont introduit des réglementations qui interdisent aux Palestiniens de vendre leur production à Israël. Résultat : Nasser a perdu 84.000 ILS [shekels][soit près de 25.000\$]. C'est alors qu'il a cessé de cultiver des figues et du raisin et qu'il a commencé la culture des dattes comme culture de rente. Affrontant un nouveau défi et davantage d'incertitudes à cause de la zone industrielle voisine, Ismail dit qu'il n'aura peut-être pas la force de continuer s'il perd sa ferme. Son frère Abou Issa , par contre, est déterminé à continuer la culture malgré tous les obstacles : « L'amour de la terre et de l'agriculture c'est comme un virus dans le sang : il reste toujours là. Même si je ne plante qu'un pot de persil, il faut que je produise de la nourriture. Et même si je perds, je ne quitterai jamais la terre ».



Les agriculteurs palestiniens sont le dernier bastion de la résistance

Un appel à la société civile

Depuis 2011, Israël a donné à certains agriculteurs de Cisjordanie et de Gaza des permis pour aller assister à son plus grand congrès agricole annuel, qui rassemble cultivateurs, acheteurs, distributeurs, exportateurs, chaînes de marketing et autres pour travailler en réseau et conclure des affaires. Ces mêmes individus qui étaient naguère considérés comme « menaces à la sécurité » de l'état d'Israël sont maintenant des hôtes d'honneur à un événement important à Tel Aviv. Les invitations étendues à ces fermiers, dont les visites sont financées par USAID, apparaissent comme une autre tentative de cooptation émanant de l'Initiative Économique du Secrétaire d'État Kerry, dans le but de persuader les petits agriculteurs palestiniens d'acheter selon les critères de l'agrobizness. Si cela s'avère, cela va sans doute créer davantage d'endettement et achever de déconnecter des agriculteurs palestiniens de leurs terres.

Les agriculteurs palestiniens ont besoin d'avocats solides pour défendre leurs droits contre les politiques d'Israël tout autant que de " l'Etat " de Palestine. En tant qu'acteurs locaux ayant l'accès le plus direct aux organisations et aux donateurs internationaux qui influencent le développement de la politique en Palestine, les membres de la société civile et des ONG portent une responsabilité spéciale pour agir et défendre les agriculteurs palestiniens,

en s'unissant autour du travail que font déjà des organisations telles que le Syndicat des comités de travail agricole (UAWC), le Centre Bisan pour la Recherche et le Développement et l'initiative Sharaka (« Partenariat »)

Plus spécifiquement, la société civile et les ONG doivent aider à :

- assurer soutien et ressources pour que les agriculteurs puissent durcir leur lutte pour résister aux zones industrielles.
- ouvrir des voies aux fermiers pour qu'ils puissent se confronter directement à l'AP, y compris au système judiciaire de l'AP, qui dénie leurs droits à ces fermiers.
- développer des projets en coordination avec des dirigeants communautaires pour soutenir les agriculteurs, grâce à des structures alternatives permettant une plus grande production, un marketing local et des réseaux de valorisation locale.
- organiser une campagne de communication publique pour exposer le mythe du projet de construction d'État, lequel est au service d'un ordre du jour néolibéral aux dépens de l'agriculture palestinienne.

Le peuple palestinien ne peut attendre que la politique change. Il faut des efforts organisés et durables de la communauté pour réinvestir dans l'agriculture locale. Un objectif majeur serait de reconnecter les consommateurs avec les producteurs en circuit direct. Cela nécessite un financement communautaire d'entreprises et de projets agricoles – ce que pourraient faciliter des structures coopératives – et des start-up marchandes ou non marchandes qui puissent élaborer des outils rendant l'agriculture durable plus accessible et plus réalisable pour les agriculteurs, les revendeurs et les consommateurs.

Conclusion

Les agriculteurs sont l'ultime frontière de liberté des Palestiniens et un pilier capital pour créer un modèle de développement alternatif basé sur une économie de résistance et de ténacité (soumoud). L'agriculture et la souveraineté alimentaire sont deux sources de pouvoir qui permettent aux gens de réclamer leurs droits et de préserver leur héritage ancien et divers. Privés des moyens de se nourrir, les Palestiniens perdraient l'un des éléments de résistance les plus importants dont ils disposent.

Vivien Sansour, Alaa Tartir

<http://al-shabaka.org/policy-brief/economic-issues/palestinian-farmers...>

* Vivien Sansour née à Beit Jala est écrivain, photographe, productrice et elle milite pour une agriculture de résistance (Honduras, Inde, Uruguay, Palestine, Colombie, USA). Pendant 6 ans elle a travaillé sur le terrain avec des agriculteurs, collectant leur histoire pour les transmettre. Elle est actuellement doctorante au College of Agriculture and Life Sciences à la North Carolina State University. [Voir son interview en vidéo](#).

* Alaa Tartir coordonne le programme de Al-Shabaka (The Palestinian Policy Network), il est chercheur doctorant au Département 'Développement International' de la London School of Economics and Political Science (LSE). Il est également chercheur au MAS (Palestine Economic Policy Research Institute) et au Centre Bisan pour la Recherche et le Développement ainsi qu'au PARC (Palestinian American Research Center) et au Centre pour le Moyen-Orient de la LSE. Il a publié notamment "Le rôle de l'aide internationale dans le développement : le cas de la Palestine 1994-2008" (Lambert 2011). [Voir son interview en vidéo](#).

Traduction : Info-Palestine.eu - AMM

» http://www.info-palestine.net/spip.php++cs_INTERRO++article14668

Notes :

(1) Merci aux agriculteurs, à Thaer Washaha (Centre Bisan) et à Rena Zuabi pour leurs précieuses contributions.

(2) Les citations proviennent des interviews réalisées par les auteurs.

(3) Pour toute information, voir George Kurzom : Towards Alternative Self-Reliant Agricultural Development (Birzeit : Birzeit University Development Studies Programme, 2001) ; le MA'AN Development Center ainsi que l'

UAWC (Union of Agricultural Work Committees).

(4) Pour une analyse en profondeur, voir : “Neoliberal Palestine” dans : Ali Abunimah, The Battle for Justice in Palestine (Chicago, Illinois : Haymarket Books, 2014), 75-124, ainsi que les publications du Bisan Centre for Research and Development.

(5) Le ministre japonais a avancé : “Quand le concept de Corridor pour la Paix et la Prospérité » sera matérialisé, le problème régional sera résolu par des voies économiques, plutôt que par des voies sécuritaires ou politiques ».